



# Un effrayant malentendu

jeudi 21 décembre 2006

**Au départ, un simple dossier sur... les blagues ! Au final, une escalade de plus en plus dangereuse, et des journalistes en danger. Récit.**

Depuis quelques jours, l'hebdomadaire arabophone Nichane vit une situation aussi ahurissante que dangereuse. Pour avoir publié un dossier sur les « noukat » ( blagues ) qui circulent au Maroc, le directeur et un journaliste de Nichane sont aujourd'hui poursuivis par l'Etat pour « atteinte aux valeurs sacrées », et plus particulièrement à celles ayant trait à la religion islamique. Cette accusation est la plus grave qui soit prévue dans l'arsenal juridique marocain, et expose nos collègues et amis à 3 à 5 ans de prison, ainsi qu'à l'interdiction temporaire de parution de Nichane – si la justice tranche dans ce sens. Mais sans attendre l'issue du procès, le premier ministre a déjà décidé, au nom du gouvernement marocain, l'interdiction pure et simple de Nichane. Des voix s'élèvent un peu partout dans les groupes religieux marocains ( et parfois étrangers ), officiels ou clandestins, pour appeler à « laver l'odieux affront fait aux musulmans », en prenant les « mesures les plus extrêmes » à l'encontre de Nichane et de ses journalistes. Ces derniers se sentent aujourd'hui, à bon droit, menacés dans leur intégrité physique en raison de la publicité démesurée faite autour de cette affaire. Ils ont été ainsi contraints, à titre préventif, de doubler les effectifs de sécurité aux portes du magazine, tout en appelant à une protection policière.

**Tout a commencé le jeudi 30 novembre**, pendant la conférence de rédaction de Nichane. Ce jour là, l'équipe décide de consacrer le prochain dossier de couverture aux « Noukat » : ces blagues populaires qui font le sel de la vie quotidienne des Marocains. Collectivement, la décision est prise de prêter une attention particulière aux blagues les plus fréquemment racontées par les Marocains ( comme, d'ailleurs, par tous les peuples du monde ) : celles portant sur la religion, la sexualité et la politique. Il a été décidé que nous en publierions quelques échantillons ( que nous sélectionnerions parmi les plus « soft » de celles que se racontent les Marocains tous les jours ), et que l'essentiel du dossier serait consacré à l'analyse des blagues, et à l'étude des enseignements qu'elles comportent



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

sur la culture collective des Marocains. De par son sujet et son angle d'attaque, le dossier se voulait à la fois ludique et informatif. L'équipe de Nichane était à mille lieues d'imaginer que cela causerait le moindre remous, ou le moindre problème. C'est d'ailleurs ainsi que cela s'est passé, à la sortie en kiosque du magazine, le samedi 9 décembre. Les seules réactions reçues par l'entourage et les amis des journalistes de Nichane ont été de ce type : « votre analyse est bonne, mais les blagues que vous avez publiées sont vieillotées, on les connaissait depuis longtemps ; il y a bien « pire » qui circule ». Il n'y a pas eu d'autres commentaires, tout au long de la semaine où ce numéro était vente.

**Vendredi 15 décembre.** Soit la veille du jour où ce numéro hebdomadaire a été retiré des kiosques pour être remplacé par le suivant, nous avons appris, par un de nos confrères de la presse écrite, que les animateurs d'un site web islamiste entendaient déposer plainte contre Nichane. Vérification faite, les animateurs de ce site web avaient ouvert un « forum de discussion » dans lequel ils condamnaient Nichane et ses journalistes dans des termes frisant l'appel à la fatwa, pour avoir « gravement offensé Dieu et son prophète ». Sur la centaine de commentaires « postés » sur ce forum, une large majorité traitait ouvertement les journalistes de Nichane d'apostats et d'athées – ce qui, dans la logique des islamistes extrémistes, légitime le jihad à leur encontre. Les journalistes de Nichane commencent à s'inquiéter, mais tablent ( à tort, on le sait depuis ) sur le fait que la raison et la mesure finiront par reprendre leurs droits. Il ne s'agissait que de blagues !!

**Lundi 18 décembre,** le syndicat étudiant de l'université de Kénitra ( contrôlé par les islamistes ) organise, sous la houlette de l'un des animateurs du site anti-Nichane, un piquet de grève, distribue des affiches de condamnation de Nichane, et appelle la punition de son « crime ». Sentant le malentendu enfler et le danger se préciser, le directeur de Nichane fait plusieurs déclarations à des quotidiens marocains, dans lesquels il transmet, par anticipation, ses « excuses et explications à ceux qui se sont sentis offensés ». Ces déclarations n'auront, le lendemain, que très peu d'échos – contrairement aux invectives et aux accusations d'apostasie, à peine voilées, qui se multiplieront dans les médias, principalement sur Internet. Sentant aussi venir des risques sérieux pour leur sécurité physique, les responsables de Nichane, toujours le lundi 18, multiplient les contacts « préventifs », principalement auprès de membres du gouvernement, d'Ouléma ( docteurs ès science religieuse ), et de dirigeants du PJD ( parti islamiste marocain ). A tous leurs interlocuteurs,



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

les responsables de Nichane réaffirment avec force qu'il est aberrant de prendre des blagues populaires pour des positions éditoriales, et qu'en tout état de cause, Nichane n'a en aucune manière endossé le contenu de ces blagues mais s'est attaché, sur un strict plan journalistique, à les décortiquer et à les analyser sous un angle sociétal. Dans l'ensemble, le message est compris, et approuvé. Même le parti islamiste, tout en signifiant qu'il désapprouve la publication de ces blagues, se montre compréhensif et assure qu'il n'est dans l'intérêt de personne de déclencher une spirale de terreur et de fanatisme qui pourrait s'avérer incontrôlable.

**Mardi 19 décembre**, une colonne d'humeur signée par un des éditorialistes les plus lus du royaume fait monter la tension d'un cran supplémentaire. Ouvertement, cet éditorialiste appelle le gouvernement à « punir » Nichane. Ce même jour, une instance religieuse koweïtienne se saisit de « l'affaire », et publie un communiqué condamnant violemment Nichane, et frisant, là encore, l'appel à la fatwa. Dans les heures qui suivent, les appels téléphoniques anonymes commencent à se multiplier, menaçant l'équipe de Nichane du « châtiment ultime », expressions explicites et ordurières à l'appui. La police est immédiatement sollicitée, afin d'assurer la protection des journalistes et des locaux du magazine. Quelques heures plus tard, le directeur de Nichane répond à une convocation « urgente » de la police judiciaire qui l'interroge, lui dit-on, « dans la cadre d'une enquête préliminaire à une éventuelle poursuite du ministère public ». « Mais c'est peu probable, ajoute l'officier de police, parce que cela créerait des tensions qu'il est préférable d'éviter ». Le soir même, un responsable de Nichane contacte un haut responsable au gouvernement pour l'aviser de deux choses : primo, Nichane compte publier dès son prochain numéro des excuses à ceux qui se sont sentis offensés, pour apaiser ce qui peut encore l'être ; secundo, l'ouverture d'un procès pourrait être extrêmement dangereuse car elle engendrerait une large médiatisation, sur le plan national autant qu'international – ce qui ne manquerait pas de déchaîner la fureur de tout ce que le Maroc et le monde islamique compte d'extrémistes religieux, avec ce que cette fureur peut engendrer comme violences. En réponse, ce haut responsable gouvernemental déclare « comprendre et regretter cette situation, qu'il serait préférable d'éviter » ; Il assure, pour conclure l'entretien, qu'il « rappellera après s'être renseigné ». A l'heure où ces lignes sont écrites, il ne l'a toujours pas fait, malgré plusieurs relances.

**Mercredi 20 décembre**, le directeur de Nichane, ainsi que l'auteur du dossier sur les blagues, sont de nouveau convoqués « pour audition préliminaire » par la police judiciaire, dont le responsable continue à leur



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

assurer que d'après ses contacts avec le procureur de Casablanca, la poursuite par le parquet est très improbable, « parce qu'elle jetterait inutilement de l'huile sur le feu ». C'est aussi ce que dit au téléphone, vers 15h30, un haut responsable du ministère de la justice, dont dépend ce même parquet. Moins d'une demi-heure plus tard, le directeur de Nichane et l'auteur du dossier sur les blagues sont notifiés de leur mise en accusation, par le parquet, du crime le plus grave prévu par le code pénal marocain : l'« atteinte aux valeurs sacrées ». Dès lors, les événements s'enchaînent à une allure ahurissante qui laisse clairement penser que l'Etat avait minutieusement planifié le déroulement des événements. Deux heures plus tard, tombe un communiqué du premier ministre ( parfaitement illégal, d'ailleurs – lire encadré ci-contre <sup>1</sup> ) qui, en toute simplicité, « interdit à compter du 20 décembre 2006, la diffusion de l'hebdomadaire Nichane sur la voie publique ». Autrement dit, sa mise à mort. La nouvelle fait bien entendu l'effet d'une bombe dans le landernau médiatique. Les chaînes de télévision marocaines comme internationales s'en saisissent, donnant pour certaines la parole à des intervenants qui affirment leur condamnation indignée « de ces graves atteintes à la religion islamique » ( à la notable exception du député PJD Mohammed Yatim qui, intervenant sur Al Jazeera, a fait preuve d'un admirable sens de la mesure ). Ne pouvant plus publier d'excuses ni d'explications dans les colonnes de Nichane, désormais interdit, son équipe rédige dans l'urgence un communiqué, puis un second, immédiatement diffusés à tous les médias nationaux et internationaux.

A l'heure où ces lignes sont écrites, la plupart de ces médias continuent d'ignorer ces communiqués d'apaisement et de jeter de l'huile sur le feu. Prions de toutes nos forces pour que la raison reprenne ses droits, que chacun comprenne que publier et analyser des blagues ne revient nullement à les endosser, et que les journalistes de Nichane, qui se sont pourtant toujours efforcés de tenir compte du contexte dans lequel ils travaillent, le feront désormais davantage. Quant cet effrayant accès de fièvre sera retombé, et si l'Etat marocain, qui se déclare « défenseur de la liberté de la presse », lui permet de le faire.

**Casablanca, jeudi 21 décembre 2006**

---

<sup>1</sup> Cf.: « Comunique 2 », no final do texto. [ nota R&L ]



## Communiqué 1 :

mercredi 20 décembre 2006

Nous soussignés, journalistes de l'hebdomadaire Nichane, exprimons par la présente notre stupéfaction et notre consternation à la découverte de l'interdiction de distribution qui frappe notre magazine, sur ordre du gouvernement marocain. Cette interdiction, assortie d'une plainte du ministère public à notre encontre pour « atteinte aux valeurs islamiques », fait suite à la publication, il y a deux semaines, d'un dossier consacré aux « Noukat » (blagues) en circulation au Maroc. Le communiqué gouvernemental cite des « blagues qui heurtent les sentiments du peuple Marocain ». C'est pourtant de ce même peuple que ces blagues émanent. Notre dossier avait pour but de les analyser sans jugement, afin de comprendre ce qu'elles reflètent de notre mentalité et de notre culture collective. Que certains aient été heurtés suite à leur publication, nous en prenons acte, et leur présentons volontiers nos excuses. Notre intention n'était pas de heurter quiconque – et évidemment pas d'attaquer l'Islam, étant nous-mêmes musulmans. Mais l'ampleur donnée à cette situation par le gouvernement marocain est selon nous totalement démesurée. Au-delà de l'impossibilité d'exercer notre métier, la publicité faite autour de cette décision nous expose à la vindicte des plus extrémistes, et à ce que cette vindicte peut engendrer comme insécurité physique pour les membres de notre équipe. En attaquant Nichane au motif de la publication de ces blagues, le gouvernement marocain attaque toute la société, qui les a inventées et qui les véhicule.

**Nichane**



## Communiqué 2 :

jeudi 21 décembre 2006

Nous soussignés, journalistes de l'hebdomadaire Nichane, avons été notifiés d'une décision du premier ministre marocain datée du 20 décembre 2006, et fondée sur l'article 66 du code de la presse, selon les termes de laquelle : « à compter de la date de cette décision, l'hebdomadaire Nichane est interdit de diffusion sur la voie publique à l'échelle du territoire national ». Nous comprenons par cette formulation que Nichane est définitivement interdit de diffusion et donc de parution. Or, l'article 66 du code de la presse ne donne en aucun cas au Premier ministre le pouvoir d'interdire définitivement un titre de presse. Selon cet article, « le premier ministre ( ... peut ) interdire la diffusion sur la voie publique de toute publication contraire à la moralité publique ». Que le numéro de Nichane sur les « blagues » marocaines, soit « contraire à la morale publique », c'est à la justice de le déclarer, et un procès est en cours à ce propos. Mais considérer que le magazine Nichane est, à chaque numéro et par essence, potentiellement « contraire à la morale publique » est un précédent aussi dangereux qu'illégal, qui menace la profession journalistique dans son ensemble. Par conséquent, nous dénonçons cette mesure administrative arbitraire et attentatoire à la liberté de la presse, et réclamons son annulation.

**Nichane**



# Um terrível malentendido

quinta-feira, 21 de Dezembro de 2006

**À partida, uma simples colectânea de... chalaças ! No fim, uma escalada cada vez mais perigosa e jornalistas em perigo. Relato.**

Desde há uns dias, o semanário em língua árabe **Nichane** vive uma situação tão surpreendente quanto perigosa. Por ter publicado um dossier sobre as « noukat » ( pilhérias/chalaças ) que circulam em Marrocos, o director e um jornalista de **Nichane** estão hoje processados pelo Estado por « atentado aos valores sagrados » e, mais particularmente, aos que se ligam à religião islâmica. Trata-se da acusação mais grave prevista no arsenal jurídico marroquino, e expõe os nossos colegas e amigos a [ uma condenação possível de ] 3 a 5 anos de prisão, bem como à interdição temporária da publicação de **Nichane** – caso a justiça decida enveredar por esse caminho. Contudo, sem esperar o desfecho do processo, o primeiro-ministro, em nome do governo marroquino, já decidiu a proibição pura e simples de **Nichane**. Há vozes que se levantam, um pouco por todo o lado, entre os grupos religiosos marroquinos (e por vezes estrangeiros), oficiais ou clandestinas, para clamar pela « lavagem da odiosa afronta aos muçulmanos » e pela tomada das medidas mais extremas face a **Nichane** e os seus jornalistas. Estes têm hoje boas razões para se sentirem ameaçados na sua integridade física por causa da desmedida publicidade dada a este caso e, desse modo, viram-se forçados a reforçar os efectivos de segurança à porta da revista, e solicitando uma protecção policial.

**Tudo começou na quinta-feira, 30 de Novembro**, na conferência de redacção de **Nichane**. Nesse dia, a equipa decidiu consagrar o tema de capa [ do número ] seguinte às « noukat » : essas graças populares que constituem o sal da vida quotidiana dos marroquinos. Colectivamente toma-se a decisão de dar uma atenção particular às piadas mais frequentemente contadas pelos marroquinos ( tal como por todos os povos do mundo ) : as que versam a religião, a sexualidade e a política. Decidiu-se que publicaríamos alguns exemplos ( que seleccionaríamos entre as mais « soft » que os marroquinos se contam todos os dias ), e que o essencial do dossier seria dedicado à análise das piadas, e ao estudo dos ensinamentos que elas comportam sobre a cultura colectiva dos marroquinos. Quer pelo seu tema, quer pelo modo de o tratar, o dossier pretendia-se simultaneamente lúdico e informativo. A equipa de **Nichane**



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

estava a milhas de imaginar que isso causaria a menor agitação, ou o menor problema. Foi aliás assim que tudo se passou, no sábado 9 de Dezembro, à saída da revista para os quiosques. As únicas reacções recebidas pela envolvente e os amigos dos jornalistas de **Nichane** foram do tipo : « a vossa análise é boa, mas as graças que publicaram são demasiado antiquadas, conhecíamos-las há demasiado tempo ; há bem « piores » em circulação ». Não houve outros comentários durante a semana em que aquele número esteve à venda.

**Sexta-feira, 15 de Dezembro**, ou seja, na véspera do dia em que aquele número do semanário iria ser retirado dos quiosques para ser substituído pelo seguinte, tínhamos sabido, por um dos nossos confrades da imprensa escrita, que os animadores de um *síte web* islamista tencionavam apresentar queixa contra **Nichane**. Verificação feita, os animadores desse *síte web* tinham aberto um « fórum de discussão » no qual condenavam **Nichane** e os seus jornalistas em termos que faziam apelo à *fatwa*<sup>2</sup>, por terem « ofendido gravemente Deus e o seu profeta ». Entre a centena de comentários « postados » no dito fórum, uma larga maioria chamava abertamente apóstatas e ateus aos jornalistas de **Nichane** – o que, na lógica dos islamistas extremistas, legitima a *jihad*<sup>3</sup> contra eles. Os jornalistas de **Nichane** começaram então a ficar inquietos, mas confiam ( erradamente, sabe-se depois ) em que a razão e a ponderação acabarão por prevalecer. Afinal, tratava-se só de piadas !!

**Segunda-feira, 18 de Dezembro**, o sindicato de estudantes da Universidade de Kenitra ( controlada pelos islamitas ), sob a batuta de um dos animadores do *síte* anti-**Nichane**, organiza um piquete de greve, distribui cartazes de condenação de **Nichane**, e apela à punição do seu « crime ». Sentido engrossar o malentendido e desenhar-se o perigo, o director de **Nichane** faz várias declarações a diários marroquinos, nas quais, por antecipação, apresenta as suas « desculpas e explicações a todos os que se sentiram ofendidos ». Essas declarações, [ contudo ], na manhã seguinte, terão muito pouco eco – contrariamente às, mal

---

<sup>2</sup> A expressão árabe *fatwā* ( árabe : فتوى; plural *fatāwā* ) designa um pronunciamento legal islâmico feito por um *mufti* (árabe : مفتى), por um intérprete da *sharia* ( árabe: شريعة ), a lei islâmica. [ nota R&L elaborada a partir da Wikipedia ]

<sup>3</sup> A expressão árabe *jihad* ( árabe : جهاد ) designa a *Guerra Santa* contra os inimigos do Islão, bem como todo o combate espiritual, interior ou exterior, na procura do caminho de Deus. [ nota R&L elaborada a partir da Wikipedia ]





<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

dissimuladas, invectivas e acusações de apostasia que se multiplicam nos media, principalmente na *Internet*. Sentindo acercarem-se riscos sérios para a sua segurança física, os responsáveis de **Nichane**, ainda na segunda-feira 18, multiplicam os contactos « preventivos », principalmente junto de membros do governo, de *oulema*<sup>4</sup> ( doutores em ciência religiosa ), e de dirigentes do PJD ( partido islamista marroquino ). A todos os interlocutores, os responsáveis de **Nichane** reafirmam veementemente que é aberrante tomar piadas populares como posições editoriais, e que, em todo o caso, **Nichane**, não assumira, de modo algum, como seu o conteúdo dessas anedotas mas que, num estrito plano jornalístico, se tinha atido a dissecá-las e a analisá-las numa perspectiva societal. No conjunto, a mensagem é compreendida e aprovada. Mesmo o partido islamista, ainda que sublinhando desaprovar a publicação das piadas, mostra-se compreensivo e assegura não interessar a ninguém o desencadear de uma espiral de terror e fanatismo que se poderia tornar incontrolável.

**Terça-feira, 19 de Dezembro**, uma coluna de humor assinada por um dos mais lidos editorialistas do reino faz subir a tensão um degrau acima. Abertamente, esse editorialista apela ao governo para « castigar » **Nichane**. Nesse mesmo dia, uma instância religiosa do Koweit assume o « caso » e publica um comunicado condenando violentamente **Nichane**, e frisando, uma vez mais, o apelo à *fatwa*. Nas horas que se seguem, as chamadas telefónicas anónimas começam a multiplicar-se, ameaçando a equipa de **Nichane** com o « castigo último », expressões explícitas secundadas por obscenidades. A polícia é imediatamente solicitada, a fim de assegurar a protecção dos jornalistas e das instalações da revista. Algumas horas depois o director de **Nichane** responde a uma convocatória « urgente » da polícia judiciária que o interroga, « no quadro de um inquérito preliminar a um eventual levantamento de processo pelo Ministério Público », « mas é muito pouco provável », acrescenta o oficial de polícia, « porque isso iria criar tensões que é preferível evitar ». No serão dessa próprio dia, um responsável de **Nichane** contacta um alto responsável do governo para o avisar de duas coisas : primo, **Nichane** tenciona publicar no seu número seguinte um pedido de desculpas a todos os que se sentiram ofendidos, para apaziguar o que ainda possa ser apaziguado ; secundo, a abertura de um processo poderia ser

<sup>4</sup> O vocábulo árabe *alim* ( em árabe : عالم ), plural *oulema* ( em árabe : عُلماء ), designa um homem especialmente reconhecido pelo seu saber religioso. [ nota R&L elaborada a partir da Wikipedia ]



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

extremamente perigosa, pois levaria a uma grande mediatização, quer em termos nacionais, quer internacionais – o que não deixaria de desencadear a fúria de tudo o que Marrocos e o mundo islâmico têm de extremistas religiosos, com o que essa fúria pode engendrar como violência. Em resposta, esse alto responsável governamental declara « compreender e lamentar essa situação, que teria sido preferível evitar » e assegura, para concluir o encontro, que « voltaria a entrar em contacto depois de melhor informado ». À hora em que estas linhas estão a ser escritas, ele ainda o não fez, apesar das múltiplas tentativas para o fazermos.

**Quarta-feira, 20 de Dezembro**, o director de **Nichane**, bem como o autor do dossier sobre as anedotas, são novamente convocados « para audição preliminar » pela polícia judiciária, cujo responsável continua a assegurar que, tanto quanto resulta dos seus contactos com o procurador de Casablanca, o levantamento de um processo em tribunal é muito improvável, « porque iria inutilmente deitar achas na fogueira ». Também é isso que diz ao telefone, cerca da 15h30, um alto responsável do Ministério da Justiça, de quem depende aquele tribunal. Menos de meia hora depois, o director de **Nichane** e o autor do dossier sobre as piadas são notificados da sua acusação, pelo tribunal, do crime mais grave previsto pelo código penal marroquino : « atentado aos valores sagrados ». A partir daí, os acontecimentos desencadeiam-se a uma velocidade vertiginosa que faz claramente pensar que o Estado tinha planificado minuciosamente o desenrolar dos acontecimentos. Duas horas mais tarde, sai um comunicado do primeiro-ministro ( perfeitamente ilegal, aliás – ver « caixa » junta<sup>5</sup> ) que, com toda a simplicidade, « proíbe a difusão do semanário **Nichane** na via pública a partir de 20 de Dezembro de 2006 ». Ou seja, dito de outro modo, a sua extinção. Esse novo facto tem evidentemente o efeito de uma bomba no ambiente mediático. As cadeias de televisão marroquinas e internacionais tomam conta do facto, avalizando a palavra indignada dos intervenientes que afirmam a sua condenação « dos graves atentados à religião islâmica » ( com a notável excepção do deputado do PJD, Mohammed Yatim, que intervém na Al Jazeera, dando prova de um admirável sentido das proporções ). Não podendo mais publicar pedido de desculpas ou explicações nas colunas de **Nichane**, agora interditado, a sua equipa apressa-se a redigir um primeiro comunicado e, logo depois,

---

<sup>5</sup> Cf.: « Comunicado 2 », no final do texto. [ nota R&L ]



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

um segundo<sup>6</sup> que distribuem por todos os meios de comunicação nacionais e internacionais.

À hora a que estas linhas estão a ser escritas, a maioria desses meios de comunicação continuam a ignorar esses comunicados e a deitar lenha para a fogueira. Rezemos com todas as nossas forças para que a razão retome o seu lugar, que cada qual compreenda que publicar e analisar piadas não significa aceitá-las, e que os jornalistas de **Nichane**, que sempre se esforçaram por ter em conta o contexto em que trabalham, o farão, de ora em diante e ainda mais, logo que este assustador acesso de febre tiver passado, e caso o Estado Marroquino, que se proclama « defensor da liberdade de imprensa », assim lho permitir fazer.

**Casablanca, quinta-feira, 21 de Dezembro de 2006**

---

<sup>6</sup> Ver ambos os comunicados no fim deste texto. [nota R&L ]



<http://www.nichane.ma/communique/petition/>  
21-12-2006

## Comunicado 1 :

quarta-feira, 20 de Dezembro de 2006

Nós, abaixo assinados, jornalistas do semanário **Nichane**, vimos aqui expressar a nossa estupefacção e a nossa consternação ao descobrir a proibição de distribuição que, por ordem do governo marroquino, atinge a nossa revista. Essa interdição, resultante de uma queixa apresentada contra nós pelo ministério público por « atentado aos valores islâmicos », veio no seguimento da publicação, há duas semanas, de um dossier consagrado às « noukat » ( pilhérias/chalaças ) em circulação em Marrocos. O comunicado governamental cita as « piadas que ferem os sentimentos do povo marroquino ». Contudo, é desse mesmo povo que essas anedotas emanam. O nosso dossier tinha o objectivo de as analisar sem as julgar, para compreender de que modo elas são reflexo da nossa mentalidade e da nossa cultura colectiva. Tomamos em boa conta o facto algumas pessoas se terem sentido feridas com a sua publicação e, assim sendo, aqui lhe apresentamos as nossas desculpas. A nossa intenção não era a de ferir quem quer que fosse – nem evidentemente de atacar o Islão, sendo nós próprios muçulmanos. Contudo, a projecção dada a esta situação pelo governo marroquino é, a nosso ver, totalmente desmedida. Para além de nos impossibilitar de exercer a nossa profissão, a publicidade feita ao redor desta decisão expõe-nos à vingança dos mais extremistas, e ao que essa vingança pode engendrar como insegurança física para os membros da nossa equipa. Ao atacar **Nichane** devido à publicação das tais anedotas, o governo marroquino ataca toda a sociedade que as inventou e as veicula.

**Nichane**



## Comunicado 2 :

quinta-feira, 21 de Dezembro de 2006

Nós, abaixo assinados, jornalistas do semanário **Nichane**, fomos notificados de uma decisão do primeiro ministro marroquino, datada de 20 de Dezembro de 2006, fundada no artigo 66º do Código de Imprensa e nos termos da qual : « a partir desta data, fica proibida a difusão do semanário **Nichane** na via pública em todo o território nacional ». Entendemos por essa formulação que Nichane está definitivamente proibida de circular e, assim sendo, de ser publicado. Ora o artigo 66º do Código da Imprensa não dá, em caso algum, ao primeiro-ministro o poder de interditar definitivamente um título de imprensa. Segundo esse artigo, « o primeiro-ministro ( ... pode ) interditar a difusão na via pública de qualquer publicação contrária à moral pública », contudo, é à justiça que compete dizer se o número de **Nichane** dedicado às anedotas é « contrário à moral pública » e, neste momento, há um processo a correr a esse respeito. Considerar que a revista **Nichane** é, em cada um dos seus números e por essência, potencialmente « contrária à moral pública » constitui um precedente tão perigoso quanto ilegal, que ameaça a profissão jornalística no seu todo. Por conseguinte, denunciámos essa medida administrativa arbitrária e atentatória da liberdade da imprensa, e reclamamos a sua anulação.

**Nichane**

[ Tradução R&L/LMM ]